

Initiatives ministérielles

déficit. Ils sont aussi préoccupés par la détérioration graduelle des perspectives d'avenir de notre pays, de notre économie et de la prochaine génération.

• (1040)

Ils ont également dit qu'ils ne voulaient pas qu'on sacrifie ce qui a fait du Canada le pays où il fait mieux vivre au monde pour des gains immédiats sur le plan de la dette et du déficit. C'est un équilibre qui est difficile à atteindre, mais je crois que nous y sommes parvenus dans le budget et dans son projet de loi d'exécution.

Les habitants d'Ottawa-Ouest et tous les Canadiens nous ont dit qu'ils voulaient un budget qui soit juste. Ils sont d'avis qu'aucun groupe particulier au sein de notre société ne devrait porter une part disproportionnée du fardeau des réductions nécessaires dans les dépenses publiques. Nous avons réussi à respecter ce principe dans le budget.

Mes électeurs d'Ottawa-Ouest voulaient que nous améliorions l'équité fiscale et que nous éliminions certaines des échappatoires fiscales qui existaient. Nous l'avons fait. Nous avons augmenté le taux d'imposition des sociétés de sorte que ces dernières recommencent à payer une part équitable des impôts au Canada. L'impôt sur le capital imposé aux banques entre dans le cadre de cette équité.

Grâce à un certain nombre de mesures du genre, nous avons évité une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers dont les Canadiens ont dit très clairement ne pas vouloir, car ils trouvent déjà que leurs dollars ne sont pas élastiques.

C'est la première occasion que j'ai de répondre aux recommandations que les gens d'Ottawa-Ouest m'ont faites avant le dépôt du budget et de pouvoir leur dire que leur opinion et celle des autres Canadiens ont clairement fait effet. Ils nous ont demandé de ne pas imposer leurs épargnes dans les REER, et nous ne l'avons pas fait. Ils nous ont demandé de ne pas imposer les prestations des régimes de soins médicaux et de soins dentaires, et nous ne l'avons pas fait. Ils nous ont demandé de ne pas toucher au revenu des personnes âgées, et nous ne l'avons pas fait. Nous avons cependant décidé que les Canadiens vivant à l'étranger et bénéficiant d'un revenu assez élevé ne continueront pas à recevoir l'intégralité de leur pension de vieillesse. Ils ne devraient pas être traités de la même façon que les personnes âgées qui vivent au Canada et qui paient des taxes ici.

Je pense pouvoir dire franchement aux électeurs d'Ottawa-Ouest que le budget respecte certainement les points de vue qu'ils ont défendus avec beaucoup de vigueur auprès de moi.

Les changements que nous avons apportés aux dépenses publiques vont certainement avoir des répercussions négatives pour un certain nombre de mes électeurs. Il s'agit surtout de personnes qui travaillent dans la fonction publique du Canada. Il n'est certes pas facile de dire que des 45 000 emplois qui seront supprimés d'ici trois ans dans la fonction publique, 15 000 seront perdus dans notre région.

Toutefois, par ce projet de loi et d'autres initiatives, notre gouvernement prend des mesures extraordinaires pour que le nombre de ceux qui perdront effectivement leur emploi à cause de ce réaménagement important soit réduit au strict minimum. Nous nous attendons à ce qu'au moins 60 p. 100 de la décroissance se fasse au moyen de mesures d'encouragement à la mise en retraite anticipée, mesures qui seront prises par règlement, et de mesures prévues dans le projet de loi à l'étude pour favoriser les départs anticipés.

Au moyen des divers programmes de formation et de placement qui seront mis en place, les fonctionnaires auront diverses solutions à leur disposition s'ils savent que leur poste sera touché. Je voudrais qu'il soit bien clair que, au bout de cette période de trois ans, après tout ce remue-ménage, au moins 86 p. 100 de la fonction publique sera toujours en place, 86 p. 100 des fonctionnaires auront toujours du travail. Il est certain que le milieu de travail aura profondément changé, pour le mieux je l'espère, car nous arrêterons de demander à des employés de moins en moins nombreux de tout faire et, comme gouvernement, nous accepterons la responsabilité de décider quels programmes maintenir et quels programmes laisser tomber. Ces trois années seront très difficiles.

Les Canadiens connaissent parfaitement l'orientation que le gouvernement a prise, quels programmes lui semblent importants, et nous aurons les ressources nécessaires pour bien appliquer ces programmes dans l'intérêt de tous les Canadiens.

• (1045)

Je voudrais remercier très rapidement le milieu des affaires, les politiques locaux et les très nombreuses personnes de la région de la capitale nationale qui se sont regroupés pour mettre en place des programmes propres à aider ceux qui perdront leur emploi dans la fonction publique à rester dans la région et à y travailler.

Ces effectifs très qualifiés sont l'un des grands atouts de notre région. Ils assureront une plus grande diversification économique, et ils contribueront à bâtir un avenir économique plus solide. Nous avons des effectifs très qualifiés. Je peux honnêtement dire à ces personnes que leurs députés et la collectivité tiennent à les aider à continuer de travailler et à demeurer dans notre région.

[Français]

M. René Canuel (Matapédia—Matane, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec une grande attention ce que ma collègue a dit. Elle a répété très souvent que le Budget était dur; c'est vrai qu'il est très dur. Vouloir diminuer le déficit pour arriver à payer sa dette est très louable. Il faut le faire.

Je viens du comté rural de Matapédia—Matane, où j'ai visité dernièrement certains groupes locaux. Dans ma région, le chômage avec la sécurité d'emploi représente 35 à 40 p. 100. Je leur ai parlé du Budget. Les étudiants et étudiantes que j'ai rencontrés ne comprenaient pas. Ils m'ont dit: «Est-ce possible qu'on doive payer davantage pour poursuivre des études postsecondaires?» Ils n'acceptent pas cela.